



Élections CTM Jeunesse et Sports du 30 juin FSU : un vote solidaire pour agir ensemble

Pour un ministère Jeunesse et Sports de plein exercice dans un pôle éducatif interministériel

Dans un contexte marqué par l'énorme enjeu de la loi Travail se déroulent les discrètes élections de la Jeunesse et des Sports. De la loi Travail, il restera des douilles de 49-3 tirées dans le Code du Travail. Pour la FSU, les élections Jeunesse et Sports sont l'occasion de manifester fermement notre opposition à une DRH des ministères sociaux qui veut finir sa besogne de dépeçage.

L'enjeu de la loi Travail clarifie les positionnements syndicaux

Les choses sont claires : d'un côté des syndicats dits réformistes accompagnent le gouvernement, le patronat et l'Europe (la loi Travail est dictée par Bruxelles). La CFDT en tête clame tous les bienfaits d'accords d'entreprise placés sous la coupe directe des patrons au prix d'une plus grande flexibilité du CDI, du temps de travail et de l'emploi. En face de ces faux modernes qui accompagnent la régression, il y a des syndicats — dont la FSU — qui se battent pour que le Code du Travail continue à protéger les salariés au lieu de défendre l'entreprise en « inversant les normes » (Préambule, articles 1 et 2).

La fonction publique est dérogoratoire au Code du Travail mais elle en réplique les principes. Si cette loi passe elle aura d'énormes répercussions sur le temps de travail (éclaté d'un service à l'autre, d'un CREPS à l'autre), sur les compensations de travaux supplémentaires, sur le CDI public... L'avènement de la loi Travail 2016 ouvrirait le dynamitage du statut de la fonction publique dès 2017. Il se trouve même des syndicats réformistes pour proposer un CDI unique public/privé !

La dramatique saignée des effectifs à Jeunesse et Sports

Avant la RGPP : 8 400 électeurs au MJS ! Aujourd'hui 5 000. En 6 ans, 40 % en moins ! C'est le déplorable résultat de la politique RH des ministères sociaux et de la centrifugeuse des DDCS/PP, combinant suppressions de postes et changements de statuts. Les personnels techniques et pédagogiques, les filières administrative et ouvrière de l'Éducation Nationale ont été atomisés pour certain-e-s, pour d'autres ils subissent une perte de sens des métiers. À ce rythme il ne restera bientôt plus rien des statuts et missions spécifiques à Jeunesse et Sports, plus rien d'un ministère d'ores et déjà écartelé entre préfectures et privatisations. Même les cadres techniques sportifs sont désormais exposés avec un service à compétence nationale préfigurant une agence d'olympiade. Le néo management de la DRH se décline en dispositifs de « bienveillance managériale », de pseudo « bilans sociaux » et « préventions des risques psychosociaux » qui s'entassent. Ce ne sont que leurres où l'humain est réduit à l'état de moyen alors que dans les missions JS il devrait être au cœur de l'engagement.

Une seule issue : reconstruire un véritable réseau Jeunesse et Sports

La RGPP/MAP, les récentes fusions de DR-D-JSCS, l'accumulation de restructurations vont encore servir l'occasion de réduire les effectifs, transformer les métiers, éloigner les administrations des populations et des territoires, détruire toujours plus la dimension éducative des missions. La FSU n'est pas crispée contre le changement mais celui-ci accouche d'OVNI administratifs, résultats d'arrangements douteux, de compromis boiteux qui compromettent l'égalité d'accès des citoyens aux services publics sur l'ensemble du territoire. Tout est à reconstruire non pas en reproduisant des DR et DDJS désormais abrogées, mais en imaginant de nouveaux services dédiés au MJS mis en réseaux avec les établissements.

Malgré nos multiples interpellations le gouvernement est resté sourd à nos alertes et nos propositions. Ce gouvernement brutal donne à « choisir » dans les DR recomposées entre changer de métier ou changer de domicile. Partout les personnels sont en souffrance, les CEPJ et les CAS, ainsi que les personnels administratifs.

Les CTS, dans leur particularité de « placés auprès des fédérations sportives » sont dans des incertitudes d'affectations et des tiraillements entre territoires. En DDCS/PP le malaise est tout aussi prégnant qu'en DR, les renforts que l'administration leur a fait miroiter sont destinés prioritairement à renforcer les DD des anciens chefs-lieux de régions. Les autres se contenteront de l'interdépartementalité, c'est-à-dire à peine de quoi, si tout va bien, faire les contrôles d'ACM ou d'établissements d'APS. Poursuivre le scénario actuel c'est finir en bureau de préfecture à brève échéance par mutation d'un ministère éducatif en un ministère de l'accompagnement du délitement social. Sortir des ministères sociaux, retrouver une DRH compétente et respectueuse des statuts éducatifs des personnels du MJS est une urgence vitale. Oui, reconstruire une vraie filière Jeunesse et Sports avec un réseau régional DR/Unités Territoriales/CREPS est la seule issue.

Voter FSU, **avant le 30 juin 2016**, c'est choisir un syndicalisme de débat et de transformation sociale. C'est voter pour des collègues engagés et solidaires recherchant l'unité d'action.